

M. Broadbent: Non mais, écoutez donc les conservateurs s'applaudir.

M. Saltsman: Le gouvernement a donc fermé les yeux sur le côté suranné, démodé et inadéquat de ces idées, et les a adoptées parce que, à en juger par les sondages Gallup, elles ont la cote.

Pour nous qui sommes retranchés ici dans le coin des sociaux-démocrates, nous pouvons sourciller. Mais, monsieur l'Orateur, pour les véritables libéraux du Canada, s'il y en a, c'est à pleurer de voir le genre de prévisions budgétaires qui ont été déposées à la Chambre. Elles sont irresponsables à l'extrême. Ce gouvernement—comme tout gouvernement—a le devoir de guider le pays et non pas de céder à la démence d'une opposition irresponsable, qui ronge son frein. En déposant ces prévisions budgétaires, le gouvernement se comporte exactement à la manière des généraux dont on dit qu'ils sont toujours à refaire les batailles du passé, au lieu de voir les problèmes du jour tels qu'ils se posent.

Dans ses prévisions budgétaires, le gouvernement montre qu'il fait fi des réalités économiques autant qu'il méconnaissait complètement la crise du chômage. Le budget qu'on nous présente aujourd'hui aurait mieux convenu à une économie en plein essor. Si le gouvernement avait présenté ce budget il y a quatre ans, il aurait pu être acceptable. Mais il est criminel de préconiser ce genre de restriction alors que le Canada compte un million de chômeurs et que l'objectif primordial du gouvernement, en fait, de tout gouvernement, est de leur donner du travail.

Il est inacceptable d'une autre façon, monsieur l'Orateur, et j'aimerais donner quelques exemples du genre de folie qu'on nous demande d'accepter. D'un côté, les effectifs de l'État vont demeurer stables pendant l'année à venir. Par contre, le gouvernement présente un programme intitulé Canada au travail, destiné à créer d'autres emplois dans le secteur public qui vont coûter plus cher et être moins efficaces. Or, des universitaires vont se trouver en quête de travail, mais le gouvernement va leur fermer les portes au nez. En fait, il aggrave le chômage.

Depuis déjà pas mal de temps le gouvernement est d'avis, comme l'opposition officielle d'ailleurs, qu'il ne doit plus agir sur l'économie et qu'il doit cesser de la stimuler, laissant ce soin au secteur privé. Dans une certaine mesure, si cela devait marcher, ce serait compréhensible. Mais, au lieu de cela, personne, ni le gouvernement, ni le secteur privé, n'agit sur l'économie. Dans ces circonstances, même les gouvernements les plus favorables à la libre entreprise—les États-Unis, par exemple—devraient reconnaître que le gouvernement a la lourde responsabilité de créer de l'emploi, si le secteur privé ne le fait pas. Et le secteur privé ne l'a pas fait, monsieur l'Orateur.

Nos usines fonctionnent à environ 83 p. 100 de leur capacité. Il y a une crise de confiance et un manque de stimulation. Au lieu de monter sur la brèche, même un gouvernement favorable à l'entreprise privée, et de dire «Très bien, nous allons compléter les efforts du secteur privé», et au lieu de stimuler l'économie, le gouvernement se soustrait à ses respon-

Budget des dépenses

sabilités. C'est le R. B. Bennett de la crise économique. C'est encore une fois l'époque des Hoover, où l'on parle d'équilibrer les budgets alors que le gouvernement devrait, en fait, créer de l'emploi. A mon avis, le gouvernement agit d'une façon bien imprudente.

● (1550)

Par ailleurs, le gouvernement maintient ses dépenses d'équipement, l'argent qu'il consacre à des travaux d'équipement, à peu près au même niveau que les années précédentes, alors que le secteur privé fonctionne au ralenti, alors que plus de travailleurs du bâtiment sont en chômage que jamais, alors qu'il faut de nouvelles maisons, de nouvelles usines d'épuration, que l'isolation des immeubles publics et des habitations doit être améliorée, vu le coût élevé de l'énergie. Voilà que le gouvernement se défile. Quand va-t-il entreprendre ces travaux?

Il faudrait également améliorer les transports publics. Quand le gouvernement le fera-t-il? Attend-il qu'il n'y ait plus de chômeurs pour décider de stimuler l'économie et créer ainsi de l'inflation? Sans doute pense-t-il qu'il y aura toujours des chômeurs. S'il persiste dans la voie où il s'est engagé, nous ne connaissons jamais le plein emploi ni rien d'approchant.

Je croyais le gouvernement un peu plus sensé—peut-être n'aurais-je pas dû—qu'il ne l'est, mais il ne semble pas l'être du tout. Le ministre semble avoir réussi à détourner de lui l'attention. J'ai trouvé la réaction des conservateurs aux mesures du gouvernement assez maladroite. Ils ont éprouvé des difficultés à critiquer les propositions du gouvernement. Si l'objectif du gouvernement était de neutraliser l'opposition conservatrice, il y est parvenu. En critiquant les prévisions budgétaires, l'opposition officielle a cessé de s'en prendre au contenu pour trouver encore à redire à leur présentation. C'est la critique la plus virulente qu'ils ont pu en faire. Voilà tout ce qu'ils ont pu déclarer à la Chambre.

Selon moi, la conduite du gouvernement à un moment où notre pays est durement frappé par le chômage est absolument scandaleuse.

Des voix: Bravo!

M. Saltsman: Dans certains cas, une réduction des dépenses gouvernementales est peut-être une excellente chose, mais face à un million de chômeurs dans notre pays, le gouvernement se montre insensible, maladroit et à plat ventre devant les riches.

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur le président, je voudrais premièrement remercier l'honorable président du Conseil du Trésor (M. Andras) de m'avoir fourni ainsi qu'à mes collègues des renseignements français à temps concernant sa déposition du budget principal des dépenses pour l'exercice financier 1977-1978.

Ce budget, de l'ordre de 45 milliards 100 millions de dollars pour l'année financière 1977-1978, accuse donc une augmentation réelle de 3 milliards de dollars par rapport à l'année financière 1976-1977. Je voudrais immédiatement me reporter au *Reader's Digest* du mois de janvier 1977, à la page 80, où